

Quand les puissances moyennes cessent d'obéir

par **Mounir Kilani**

Le monde ne bascule pas vers un nouvel empire. Il se détache de l'ancien.
De New Delhi à Riyad, d'Ankara au Sahel, les puissances moyennes ne forment ni un axe, ni un bloc, ni une rébellion.
Elles cessent d'obéir.

Face à une hégémonie devenue normative et coercitive – saturée de sanctions, d'injonctions morales et de conditionnalités -, la multipolarité n'est pas un projet idéologique.
C'est une respiration stratégique.

Le mythe du «Sud global vertueux»

Le récit dominant aime les fables consolantes. Il parle d'un «réveil du Sud», d'un monde enfin émancipé, porteur d'une alternative morale à l'Occident fatigué. Dans cette lecture, les puissances émergentes incarneraient une contre-modernité plus juste, plus équilibrée, presque rédemptrice.

Ce récit est faux – ou plus exactement, il est inutile.

Les États regroupés sous l'étiquette commode de «Sud global» ne cherchent ni la vertu, ni l'exemplarité, ni à refonder un ordre international sur des bases morales supérieures. Ils cherchent de l'air. De la marge. Une capacité à décider sans devoir se justifier en permanence.

Le monde multipolaire n'est pas né d'une aspiration morale, mais d'une fatigue stratégique. Fatigue face à un ordre hégémonique qui ne structure plus, mais constraint ; qui ne stabilise plus, mais expose ; qui ne promet plus l'intégration, mais la discipline.

Quand l'alignement devient un coût

Pendant longtemps, l'hégémonie occidentale a fonctionné comme un compromis acceptable. En échange d'une part de souveraineté, les États alignés obtenaient sécurité, accès aux marchés, protection diplomatique et prévisibilité stratégique. L'alignement était une assurance.

Il ne l'est plus.

Washington et Bruxelles ont transformé l'alignement en risque systémique. Les sanctions extraterritoriales, l'armement du droit, la politisation du commerce, la financiarisation coercitive et la conditionnalité idéologique ont converti l'ordre libéral en dispositif disciplinaire.

Là où l'Occident promettait la protection, il n'offre plus que la vulnérabilité.
Là où il garantissait la stabilité, il exporte désormais ses conflits.

Là où il proposait un cadre, il impose un camp.

Pour des États rationnels, l'alignement est devenu un coût stratégique croissant. La dissidence n'est pas un choix idéologique : c'est une mesure de prudence.

L'hégémonie saturée, le wokisme et la guerre normative

À mesure que son pouvoir matériel s'érode, l'Occident a déplacé le centre de gravité de son hégémonie vers le registre normatif, culturel et moral. Le wokisme, souvent présenté comme une simple querelle sociétale interne aux sociétés occidentales, est devenu, à l'extérieur, un langage de gouvernement et de hiérarchisation du monde.

Ce qui relève à l'intérieur d'un débat culturel se transforme, à l'extérieur, en instrument de classement politique.

Sous couvert de droits, d'inclusion, de minorités, de normes comportementales et de valeurs universelles redéfinies, s'installe une nouvelle grammaire impériale :

- ceux qui adoptent le lexique sont fréquentables ;
- ceux qui résistent sont rétrogrades ;
- ceux qui refusent sont disqualifiés.

Le wokisme fonctionne alors comme une extension morale de l'hégémonie, permettant de délégitimer des États, des régimes ou des sociétés sans passer par la guerre ouverte. Il remplace la souveraineté par la conformité, le droit international par l'émotion normative, et la diplomatie par l'injonction morale permanente.

Pour de nombreuses puissances moyennes et périphériques, le problème n'est plus seulement la politique étrangère occidentale. C'est l'intrusion civilisationnelle : une volonté de redéfinir ce qu'il est légitime d'être, de penser et de transmettre.

Le rejet n'est donc plus seulement géopolitique. Il devient anthropologique et civilisationnel.

Il ne s'agit pas ici de contester l'existence de valeurs, mais leur transformation en instruments de contrainte géopolitique, appliqués de manière asymétrique et sans consentement.

Les valeurs ne deviennent impérialisme que lorsqu'elles se transforment en obligations universelles imposées par la contrainte ; ce n'est pas la vertu qui dérange, mais la coercition.

Portrait-robot d'une dissidence stratégique

Les puissances qui entrent aujourd'hui en dissidence stratégique ne forment ni un bloc, ni une alliance, ni un projet commun. Elles partagent toutefois plusieurs caractéristiques décisives.

- Capacité régionale réelle – militaire, énergétique, démographique ou géographique.
- Autonomie partielle suffisante pour absorber les chocs.
- Mémoire historique ou civilisationnelle rendant la subordination durable inacceptable.
- Immunité culturelle face à l'ingénierie morale occidentale.

Ce ne sont pas des États rebelles. Ce sont des acteurs systémiques intermédiaires : trop puissants pour obéir, pas assez centraux pour dominer. Leur dissidence n'est pas un projet alternatif. C'est un désengagement sélectif.

Des trajectoires différentes, une même logique

Inde.

Présidente des BRICS en 2026, l'Inde met en avant des priorités officiellement consensuelles – soutenabilité, résilience, innovation, coopération – en insistant sur l'énergie, la sécurité alimentaire et les infrastructures numériques. Dans le même temps, elle maintient des achats substantiels à la Russie, participe au Quad, dialogue avec Washington et Pékin sans s'aligner durablement sur aucun.

Turquie.

Membre de l'OTAN mais acteur autonome, la Turquie relance ses ambitions BRICS (candidature depuis 2024) et multiplie en 2026 les efforts via Pékin pour passer du statut de partenaire à celui de membre. Elle exploite méthodiquement les contradictions atlantiques.

Arabie saoudite.

Riyad poursuit un *hedging* énergétique sophistiqué : accords massifs dans le gaz et les renouvelables avec la Chine (ex. projets Harbin Electric), coordination pétrolière avec Moscou, tout en maintenant la sécurité américaine.

Indonésie / Brésil.

L'Indonésie, membre à part entière des BRICS depuis janvier 2025, incarne le multi-alignement sud-est asiatique : diversification économique et armement sans bases permanentes, tout en visant l'OCDE pour équilibrer ses dépendances.

Le Brésil, puissance continentale et démographique, refuse toute assignation idéologique.

Ces trajectoires convergent sur un point : la bataille des standards (numériques, énergétiques, monétaires) prime désormais sur les territoires. Imposer la norme dispense de gouverner directement.

Ni Moscou ni Pékin ne dirigent ce mouvement.

Ils en bénéficient parfois.

Mais la dissidence stratégique ne procède pas d'une attraction vers un nouveau centre ; elle procède d'une volonté d'échapper à l'ancien.

Pékin propose des standards technologiques et financiers alternatifs ; Moscou offre une profondeur énergétique et militaire.

Mais ni l'un ni l'autre ne fournissent un ordre universel. Ils offrent des marges.

L'Afrique, laboratoire de la dissidence périphérique

Aucune lecture sérieuse du monde multipolaire ne peut ignorer l'Afrique. Non comme terrain passif, mais comme laboratoire avancé de saturation hégémonique.

Du Sahel à la Corne, l'Alliance des États du Sahel (AES) – Mali, Burkina Faso, Niger – illustre l'accélération : passeport biométrique commun (janvier 2025), banque confédérale et force militaire unifiée activées fin 2025, opérations conjointes annoncées début 2026.

Ces nouveaux régimes ne pivotent pas par pur anti-occidentalisme, mais par calcul souverain : coordination de la défense, contournement de la CEDEAO, partenariats avec la Russie, la Chine, la Turquie et les Émirats.

Le wokisme exporté – droits sociaux importés, normes décontextualisées – accélère le rejet d'une ingérence perçue jusque dans l'identité.

Le continent ne forme pas un bloc, mais devient un acteur périphérique indiscipliné – plus dangereux qu'un ennemi frontal pour une hégémonie.

Le non-alignement sans drapeau

Le non-alignement du XXI^e siècle n'est ni romantique, ni pacifiste, ni messianique. Il n'a pas de doctrine commune, pas de solidarité automatique, pas de récit fondateur.

Il est froid. Fonctionnel. Calculé.

Il n'est pas un projet politique : c'est une tactique de survie dans un monde saturé par l'hégémonie. Une manière de réduire l'exposition, de diversifier les dépendances, de rendre toute pression plus coûteuse pour celui qui l'exerce.

Outils concrets 2026 :

- BRICS+ élargi (11 membres pleins + partenaires), présidence indienne sur la finance et l'innovation.
- AES : force unifiée, banque confédérale, passeport commun.
- Paiements alternatifs : yuan, monnaies locales, or.
- Corridors et armement diversifiés.
- Refus sélectif des normes extraterritoriales et des juridictions imposées.

Ce n'est pas une alternative à l'ordre occidental : c'est une désorganisation progressive de sa capacité à contraindre.

Ce que l'Occident refuse de voir

Washington et Bruxelles interprètent ce mouvement comme de l'hostilité. Défection, ingratITUDE, menace systémique. C'est une erreur.

Ce mouvement n'est pas dirigé contre l'Occident. Il est dirigé contre l'obligation d'obéir.

L'Occident confond perte de centralité et agression. Incapable d'imaginer un monde où il ne serait plus la référence, il brutalise ses outils : sanctions, pressions normatives, alignements forcés, économie de guerre permanente.

Pendant que l'Europe invoque une «autonomie stratégique» incantatoire, le monde apprend déjà à fonctionner sans elle : commercer, sécuriser, penser en dehors de son regard et de ses normes.

Ce que l'Occident nomme défection est, pour ces États, un retour à la respiration stratégique.

Un monde post-hégémonique, pas post-occidental

L'Occident reste puissant – militairement, financièrement, technologiquement. Mais il n'est plus structurant. Il ne donne plus le tempo : il réagit. Il ne fixe plus les règles : il les défend de manière défensive et sélective.

Le centre ne disparaît pas. Il se dilue.

La multipolarité ne promet ni justice, ni paix, ni stabilité. Elle ne sauve personne. Mais elle rompt avec l'obligation d'obéir à un centre saturé de normes, de sanctions et de récits.

En 2026, la dilution du centre s'accélère : BRICS+ opérationnel, AES confédérée, *hedging* turc, saoudien et indien renforcé.

L'Occident (surtout l'Europe) perd non pas sa puissance, mais sa capacité exclusive à fixer le coût de la désobéissance.

Les puissances moyennes ne construisent pas un contre-ordre ; elles rendent l'ancien obsolète par la transaction plutôt que par la contrainte.

Le monde ne se détourne pas de l'Occident parce qu'il rejette ses valeurs, mais parce qu'il refuse qu'elles lui soient imposées comme condition de sa respiration stratégique.

Mounir Kilani